

RÉPRESSION DU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE



QUAND L'AUTORITÉ PUBLIQUE BAFOUÉ LE DROIT INTERNATIONAL

Boris Fronteddu

Lancez le débat autour de vous !
Les militants écologistes ont-ils le droit d'enfreindre la loi pour se faire entendre ?

CONTEXTE

En juin 1998, la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies adoptait la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (dite la Convention d'Aarhus). Celle-ci est entrée en vigueur en Belgique en 2003 et institue, pour les États parties, une obligation légalement contraignante de protéger les défenseurs de l'environnement contre la pénalisation, la persécution et le harcèlement.

En outre, depuis 2021, les Parties à la Convention ont voté en faveur de la création d'un mécanisme de réaction rapide de protection des défenseurs de l'environnement. Et cela passe, notamment, par la nomination d'un Rapporteur Spécial sur les Défenseurs de l'Environnement¹. Dans son premier rapport paru en février 2024, ce dernier s'inquiète d'une « nette augmentation de la répression » à l'encontre des mouvements écologistes et de leurs militants en ce compris, au sein de l'Union européenne (Unece, 2024). Il note que « la **désobéissance civile*** est reconnue comme une forme d'exercice des droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique (...) **toutes les actions de désobéissance civile sont une forme de manifestation et, tant qu'elles sont non violentes, elles constituent un exercice légitime de ce droit** (...) Dans de nombreux pays,

la réponse de l'Etat aux manifestations environnementales pacifiques consiste de plus en plus à réprimer, plutôt qu'à permettre et à protéger ceux qui cherchent à s'exprimer en faveur de l'environnement. » (Ibid)

D'après le rapport *Standing firm. The land and environmental defenders on the frontline of the climate crisis* publié par l'ONG Global Witness, au moins **196 militants écologistes ont été assassinés en 2023**. 85% de ces assassinats ont eu lieu en Amérique latine (Global Witness, 2024). Néanmoins, comme l'illustre la ligne du temps ci-dessous, la répression des défenseurs de l'environnement, tant de la part des autorités publiques que d'entreprises privées, s'intensifie également au sein de l'Union européenne. Par exemple, en 2019, deux gardes forestiers roumains ont été assassinés pour avoir enquêté sur des cas possibles d'exploitation forestière illégale (BBC, 21 octobre 2019). La même année, en France, une journaliste d'investigation qui travaillait sur l'agriculture intensive et notamment, sur le développement des algues vertes en Bretagne a remarqué que son véhicule avait été saboté, deux boulons ayant été retirés d'une roue. Elle a également reçu des menaces anonymes par téléphone et, en janvier 2019, son chien avait été empoisonné. Le Secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) a, pour sa part, dénoncé un « manque de réaction de la part des autorités françaises » dans

27 mai

La police arrête plus de 1500 manifestants dans le cadre d'une action organisée à La Haye (Pays-Bas) par le collectif Extinction Rebellion contre le subventionnement des énergies fossiles (France24, 2023).

5 juin

Environ 15 individus sont arrêtés par la police avec l'aide de la Brigade de recherche et d'intervention et la sous-direction antiterroriste de la police judiciaire en France. Parmi eux, deux personnes ont été mises en examen. Cela fait suite à une action de sabotage menée par des militants écologistes à l'encontre d'une usine du cimentier Lafarge dans les Bouches-du-Rhône (Reporterre, 5 juin 2023).

21 juin

Le gouvernement français dissout le collectif écologiste Les Soulèvements de la Terre à la suite de la manifestation contre le projet de méga-bassines à Sainte-Soline (voir 25 mars 2023). La décision a été annulée le 9 novembre 2023 par le Conseil d'État qui a estimé que la décision du gouvernement portait « une atteinte grave à la liberté d'association » (*Le Monde*, 9 novembre 2023).

28 juin

Deux porte-paroles du syndicat agricole Confédération paysanne sont placés en garde à vue car accusés d'avoir pris part à la mobilisation contre les méga-bassines à Sainte-Soline (voir 25 mars 2023 – Politis, 28 juin 2023).

Premier procès de Greta Thunberg. Elle est condamnée par la justice suédoise à une amende pour refus d'obtempérer dans le cadre du blocage du port de Malmö en Suède (BBC, 24 juillet 2023).

15 novembre

14 militants de Greenpeace sont condamnés par le Tribunal de Bruges pour avoir participé au déploiement d'une bannière dans le terminal gazier Fluxys à Zeebrugge. Aucune peine n'a été requise à leur encontre (Greenpeace, 15 novembre 2023).

1^{er} novembre

En France, le ministre de l'Intérieur qualifie d'« **éco-terrorisme*** »³ les manifestations contre le projet de méga-bassines à Sainte-Soline (*Libération*, 1^{er} novembre 2022).

2 novembre

La Cour d'appel de La Haye annule la condamnation à la prison des trois Belges qui s'étaient collés à la vitre protégeant le tableau de *La jeune fille à la perle*. La Cour a fait prévaloir le droit à la liberté d'expression (7sur7, 2024).

6 décembre

Deux militants du collectif Just Stop Oil sont jugés coupables d'avoir causé des dommages criminels à une toile de la National Gallery par un juge de district du tribunal de Westminster. Ils sont condamnés à une amende de 540 livres sterling chacun (BBC, 6 décembre 2022).



18 janvier

Aux États-Unis, un militant écologiste est assassiné par la police. Les policiers lui ont tiré au moins 57 fois dessus (The Intercept, 20 avril 2023).

25 mars

À Sainte-Soline (France), 3 200 gendarmes, 9 hélicoptères, 4 blindés et 4 camions à eau ont été déployés face aux dizaines de milliers de manifestants qui s'opposaient au projet de méga-bassines. On dénombre 200 manifestants blessés, dont deux, grièvement. L'une des figures emblématiques du mouvement a écopé d'un an de prison avec sursis en juillet 2023 (Info Durable, 2023 ; Politis, 2023).

Mai

En Allemagne, la police perquisitionne des locaux et domiciles liés au mouvement écologiste The Last Generation. Sept membres de l'organisation sont visés dans le cadre d'une enquête pour « formation ou soutien d'une organisation criminelle ». Deux suspects sont soupçonnés d'avoir tenté de saboter un oléoduc reliant l'Italie à l'Allemagne. Plusieurs membres de l'organisation avaient été condamnés à de la prison ferme en avril 2023, d'autres ont fait l'objet de détention préventive. The Last Generation recourt à l'action directe, notamment, par le blocage d'axes routiers (Euronews, 24 mai 2023).



2023

le cadre de ce dossier (International Federation of Journalists, 2021). Sa consœur et autrice de la bande dessinée *Algues vertes, l'histoire interdite*², Inès Léraud, a pour sa part été intimidée, discréditée sur les réseaux sociaux et a fait l'objet de procès en diffamation (*Basta !*, 6 juillet 2023)

Dans le même temps, plusieurs journalistes, notamment en France, au Royaume-Uni et en Espagne, ont été verbalisés (et pour certains d'entre eux, envoyés devant un tribunal) pour avoir couvert des actions militantes (*Le Monde*,

4 décembre 2022 ; Coe, 2022 ; *The Guardian*, 23 novembre 2022). En mai 2024, l'Unesco publiait, à ce sujet, le rapport *Press and Planet in danger*. L'agence onusienne et la FIJ ont mené une enquête auprès de 905 journalistes au sein de 129 pays. Il en ressort que plus de 70% d'entre eux ont déclaré avoir fait l'objet d'attaques, de menaces ou de pressions lorsqu'ils couvraient des questions environnementales. Le rapport souligne, par ailleurs, que ces attaques ont considérablement augmenté depuis 2019 (Unesco, 2024).

LIGNE DU TEMPS

La ligne du temps ci-dessous couvre la période de janvier 2022 à septembre 2024. Elle reprend quelques événements clés dans la dynamique de répression qui s'abat sur les mouvements écologistes au sein de l'Union européenne. Elle n'a pas vocation à être exhaustive, mais plutôt à illustrer les différentes formes que prend cette répression orchestrée par les pouvoirs publics et les entreprises privées.

2022

Du 21 janvier au 30 juin

La société BUK (filiale de la société belge Green Invest) a intenté trois procès pour diffamation contre deux militantes en Bosnie-Herzégovine. Les jeunes femmes alertaient quant aux conséquences environnementales potentielles des nouveaux projets de centrales hydrauliques sur la rivière Kasindolska (Amnesty International, 2022).

26 avril

Adoption de la législation *Police, Crime, Sentencing and Courts Act* au Royaume-Uni. La loi permet de restreindre les manifestations et d'interdire les rassemblements jugés bruyants ou perturbateurs. La loi interdit également aux manifestants de s'attacher à une personne ou un objet. Le simple fait d'être « équipé » pour cela pourrait constituer une infraction pénale (Unesco, 2024).

16 décembre

Une vingtaine d'activistes portent plainte pour violences policières dans le cadre d'actions revendicatives menées à Anvers et à Liège. Le collectif Code Rouge dénonce l'arrestation violente de 535 manifestants dont deux se sont fait casser le bras. Une fois en garde à vue, les autorités auraient refusé à certains manifestants l'accès à des médicaments vitaux (RTBF, 2023).



16 janvier

Adoption de la loi « éco-vandalisme » en Italie. Elle prévoit entre autres des peines allant jusqu'à cinq ans de prison et 10 000 euros d'amende pour des dommages superficiels causés aux œuvres d'art ainsi qu'au matériel qui les protège (Réseau Action Climat, 2024).

24 mai

Plus de 200 manifestants sont placés en garde à vue par la police suite à une action menée en France pour protester contre les activités du pétrolier Total. Certains manifestants avaient pénétré dans le hall de la tour Amundi, principal actionnaire de Total, où se tenait l'Assemblée générale de la multinationale (Bloom association, 2024).

25 mai

Les forces de l'ordre font usage de grenades et de balles en caoutchouc à l'encontre des manifestants s'opposant à la construction de la plateforme logistique Greenlock à Gennevilliers en France (Contre-attaque, 2024).

21 juillet

Arrestation du militant Paul Watson par les autorités danoises. Il se rendait dans le Pacifique afin de tenter de stopper un baleinier japonais. Son arrestation fait suite à un mandat Interpol émis par le Japon pour une accusation de coups et blessures à bord d'un baleinier en 2010 (RadioFrance, 2024).



2024

30 août

Plus de 200 gendarmes ont expulsé manu militari les zadistes (voir article Anarchisme) qui s'opposaient à la construction de l'autoroute A69 reliant Toulouse et Castres (Reporterre, 2 septembre 2024).

Juillet - août

Répression accrue de militants écologistes (garde à vue, perquisitions, assignations à résidences, etc.) dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques à Paris (*L'Humanité*, 2024 ; *La Croix*, 2024 ; *Mediapart*, 2024).

BIBLIOGRAPHIE

- « À l'approche des JO, les assignations à résidence se multiplient », *La-croix.com*, 23 juillet 2024, [en ligne :] <https://www.la-croix.com/a-l-approche-des-jo-les-assignations-a-residence-se-multiplient-20240723>.
- « Activistes jugé·e·s coupables mais aucune peine prononcée : “un soulagement, sur fond de préoccupation pour l'avenir du droit de protester” », *Greenpeace.org*, 15 novembre 2023, [en ligne :] <https://www.greenpeace.org/belgium/fr/communique-de-presse/55255/activistes-juge%C2%B7es-coupables-mais-aucune-peine-prononcee-un-soulagement-sur-fond-de-preoccupation-pour-lavenir-du-droit-de-protester/>.
- « Appartenir à un média axé sur l'environnement semble être devenu un indice de complicité ou de collusion », *Lemonde.fr*, 4 décembre 2022, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/04/appartenir-a-un-media-axe-sur-l-environnement-semble-etre-devenu-un-indice-de-complicite-ou-de-collusion_6152886_3232.html.
- « Au Pays-Bas, plus de 1500 personnes arrêtées lors d'une manifestation pour le climat », *France24.com*, 27 mai 2023, [en ligne :] <https://www.france24.com/fr/plan%C3%A8te/20230527-manifestation-pour-le-climat-aux-pays-bas-plus-de-1-500-personnes-interpell%C3%A9es>.
- « Des militants pour le climat du mouvement Code Rouge portent plainte auprès du Comité P pour brutalités policières », *Rtbf.be*, [en ligne :] <https://www.rtbf.be/article/des-militants-pour-le-climat-du-mouvement-code-rouge-portent-plainte-aupres-du-comite-p-pour-brutalites-policieres-11304507>.
- « Deux militantes écologistes accusées de diffamation par la société Green Invest basée à Liège », *Amnesty.be*, 24 octobre 2022, [en ligne :] <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/deux-militantes-ecologistes-accusees-diffamation-societe-green>.

- « “Écoterrorisme” : Gérald Darmanin dégage un concept pour saboter les revendications écologistes », *Liberation.fr*, 1^{er} novembre 2022, [en ligne :] https://www.liberation.fr/environnement/ecoterrorisme-gerald-darmanin-degage-un-concept-pour-saboter-les-revendications-des-ecologistes-20221101_D3H6LU6X4RAOVGE7U27XITXYJI/.
- « En France, une vague d’arrestations contre le mouvement écologiste radical », *Reporterre.net*, 23 juin 2023, [en ligne :] <https://reporterre.net/En-France-une-vague-d-arrestations-contre-le-mouvement-ecologiste-radical>.
- « Expulsion “extrêmement violente” de la zad contre l’A69 », *Reporterre.net*, [en ligne :] <https://reporterre.net/Expulsion-extremement-violente-de-la-zad-contre-l-A69>.
- « France: Journalist’s car sabotaged », *International Federation of Journalists*, 2 avril 2021, [en ligne :] <https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/category/women-workers/article/france-journalists-car-sabotaged>.
- « Gardes à vue et perquisitions : comment l’État intimide les activistes écolos avant les Jeux Olympiques », *Humanite.fr*, 25 juillet 2024, [en ligne :] <https://www.humanite.fr/politique/ecologistes/gardes-a-vue-et-perquisitions-comment-letat-intimide-les-activistes-ecolos-avant-les-jeux-olympiques>.
- « Gennevilliers : sauvagerie policière contre le mouvement écologiste », *Contre-attaque.net*, 25 mai 2024, [en ligne :] <https://contre-attaque.net/2024/05/25/gennevilliers-sauvagerie-policiere-contre-le-mouvement-ecologiste/>.
- « Greta Thunberg fined over Swedish climate protest », *Bbc.com*, 24 juillet 2023, [en ligne :] <https://www.bbc.com/news/world-europe-66287756>.
- « Inès Léraud : “Pour les algues vertes, il n’est pas exagéré de parler de mensonge d’État” », *Basta.media*, 6 juillet 2019, [en ligne :] <https://basta.media/ines-leraud-pour-les-algues-vertes-il-n-est-pas-exagere-de-parler-de-mensonge-d-Etat>.
- « Journalist Joanna Giménez and Photojournalist Charged over Protest Coverage », *Coe.int*, 9 novembre 2022, [en ligne :] <https://fom.coe.int/en/alerte/detail/107638174>.
- « L’Onu alerte sur la répression croissante des défenseurs de l’environnement en Europe », *Reseauactionclimat.org*, 28 février 2024, [en ligne :] <https://reseauactionclimat.org/lonu-alerte-sur-la-repression-croissante-des-defenseurs-de-lenvironnement-en-europe/>.
- « L’UNESCO révèle que 70% des journalistes environnementaux ont subi des attaques liées à leur travail », *Unesco.org*, [en ligne :] <https://www.unesco.org/fr/articles/lunesco-revele-que-70-des-journalistes-environnementaux-ont-sub-i-des-attaques-liees-leur-travail>.
- « La Confédération paysanne, nouvelle cible de la répression des écologistes », *Politis.fr*, 28 juin 2023, [en ligne :] <https://www.politis.fr/articles/2023/06/la-confederation-paysanne-nouvelle-cible-de-la-repression-des-ecologistes/>.

- « Le Conseil d'État annule la dissolution des Soulèvements de la Terre », *Lemonde.fr*, 9 novembre 2023, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/11/09/le-conseil-d-etat-annule-la-dissolution-des-soulevements-de-la-terre_6199172_3224.html.
- « Les militants allemands changent de stratégie pour défendre le climat », *Euronews.com*, 31 janvier 2024, [en ligne :] <https://fr.euronews.com/green/2024/01/31/les-militants-allemands-changent-de-strategie-pour-defendre-le-climat>.
- « Militants écologistes ou pour la justice sociale, ils ont été écartés des JO », *Mediapart.fr*, 8 août 2024, [en ligne :] <https://www.mediapart.fr/journal/france/080824/militants-ecologistes-ou-pour-la-justice-sociale-ils-ont-ete-ecartes-des-jo>.
- *Missing voices. The violent erasure of land and environmental defenders*, Londres : Global Witness, 2024, 68p.
- « Opposition au projet de Sainte-Soline : qu'est-ce qu'une méga-bassine ? », *Infodurable.fr*, 28 mars 2023, [en ligne :] <https://www.infodurable.fr/environnement/opposition-au-projet-de-sainte-soline-quest-ce-quune-mega-bassine-35063>.
- « Paul Watson, détenu au Groenland : "Tous les lanceurs d'alerte doivent être protégés" », *Radiofrance.fr*, 2 septembre 2024, [en ligne :] <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-info-de-france-inter/l-info-de-france-inter-2841084>.
- « Police shot Atlanta Cop City Protester 57 times, Autopsy finds », *Theintercept.com*, [en ligne :] <https://theintercept.com/2023/04/20/atlanta-cop-city-protester-autopsy/>.
- « Répression à Sainte-Soline : le rapport accablant de la Ligue des droits de l'Homme », *Politis.fr*, 10 juillet 2023, [en ligne :] <https://www.politis.fr/articles/2023/07/repression-a-sainte-soline-megabassines-le-rapport-accablant-de-la-ligue-des-droits-de-lhomme/>.
- « Répression policière : les ONG déposent plainte à l'ONU contre la dérive autoritaire de la France », *Bloomassociation.org*, 20 juin 2024, [en ligne :] <https://bloomassociation.org/repression-des-militant%C2%B7es-devant-le-siege-damundi-les-ong-deposent-plainte-a-lonu-et-denoncent-une-derive-autoritaire-qui-presage-du-pire-avec-lextreme-droite-aux-po/>.
- « Romania forest murder as battle over logging turns violent », *Bbc.com*, 21 octobre 2019, [en ligne :] <https://www.bbc.com/news/world-europe-50094830>.
- « Senior officers ordered 'unlawful' arrests of journalists at Just Stop Oil protests », *Theguardian.com*, 23 novembre 2022, [en ligne :] <https://www.theguardian.com/media/2022/nov/23/senior-officers-ordered-unlawful-arrests-of-journalists-at-just-stop-oil-protests>.
- « "Trop radical": pourquoi les activistes belges qui s'en sont pris à "La jeune fille à la perle" ne seront pas sanctionnés », *7sur7.be*, [en ligne :] <https://www.7sur7.be/monde/trop-radical-pourquoi-les-activistes-belges-qui-sen-sont-pris-a-la-jeune-fille-a-la-perle-ne-seront-pas-sanctionnes-a82cb5fc/>.

- FROST M., *Répression par l'État des manifestations et de la désobéissance civile environnementales : une menace majeure pour les droits humains et la démocratie*, Genève : Unece, février 2024, 25p.
- POULOS H. et HADDAD M., « Violent repression of environmental protests », *Springerplus*, 2016, vol. V, [en ligne :] <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4771659/>.

Tous les liens ont été vérifiés le 5 septembre 2024.

NOTES

- ¹ Ce rôle est assuré par Michel Frost depuis juin 2022.
- ² LERAUD I., « Algues vertes, l'histoire interdite », Paris : Delcourt, 2019.
- ³ La notion d'éco-terrorisme a d'abord été employée dans les années 1980 par les autorités états-uniennes et, notamment le FBI, pour désigner des actions menées par des militants de la cause animale. Depuis les années 2020, cette notion a fait la une des journaux en Europe suite à son utilisation par certains responsables politiques souhaitant condamner publiquement des actions menées par des militants écologistes.